

Consultation publique du 4 mai 2017 sur la rémunération des prestations de gestion de clientèle effectuées par les fournisseurs pour le compte des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité auprès des clients en contrat unique.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le niveau de la rémunération de la prestation doit s'appuyer sur les coûts d'un fournisseur normalement efficace, sans pouvoir excéder les coûts évités du GRD ?

Réponse Régaz : OUI. Toutefois la notion de « normalement efficace » nous paraît subjective.

Question 2 : Êtes-vous favorable à une rémunération unique de la prestation de gestion de clientèle pour chacun des quatre marchés considérés (marché « d'affaires » et marché « de masse », en électricité et en gaz) qui correspondrait aux coûts d'un fournisseur alternatif ayant 20 % de part de marché dans une énergie ?

Réponse Régaz : OUI pour le gaz

Question 3 : Que pensez-vous des niveaux envisagés par la CRE ?

Réponse Régaz : même si le bilan est neutre pour le GRD, les niveaux envisagés nous paraissent importants au regard du coût marginal de gestion qu'ils sont censés refléter pour les fournisseurs. De plus l'écart de niveau entre le marché de masse et le marché d'affaires nous paraît disproportionné. En effet les coûts de gestion entre le marché de masse et le marché d'affaires devraient refléter l'écart de fréquence de facturation, soit un ratio de 6.

Question 4 : La définition du périmètre « historique » telle que proposée par la CRE vous paraît-elle pertinente ? Sinon, quelle définition vous semblerait pertinente ?

Réponse Régaz : OUI

Question 5 : Estimez-vous pertinente, à titre transitoire, la réduction de la rémunération de référence pour déterminer la rémunération des fournisseurs historiques pour les clients du périmètre « historique », telle que proposée par la CRE ?

Réponse Régaz : le système serait plus simple s'il n'y avait qu'un prix unique reflétant les coûts marginaux supportés par les fournisseurs.

Question 6 : Estimez-vous logique, en raison de la construction même des TRV, l'absence de rémunération concernant les clients aux tarifs réglementés de vente pour la période antérieure au 1er janvier 2018 ?

Réponse Régaz : OUI

Question 7 : Êtes-vous favorable à la prise en compte d'un abattement de 90 % pour la rémunération des fournisseurs pour les clients en contrat unique et en offre de marché, pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CRE encadrant la rémunération des fournisseurs, soit jusqu'au 1er janvier 2018 ?

Réponse Régaz : Nous proposons 100% car nous sommes opposés à toute rétroactivité qui ne pourrait pas être couverte par l'ATRD.

Question 8 : Êtes-vous favorable au traitement tarifaire proposé par la CRE en ce qui concerne l'électricité ?

Réponse Régaz : R.A.S.

Question 9 : Êtes-vous favorable à la prise en compte du niveau moyen de rémunération des fournisseurs dans la part abonnement du tarif ATRD ?

Réponse Régaz : NON, le niveau de rémunération devrait être unique pour chaque marché et égal à la cible 2022, bien que ce prix nous paraisse élevé.

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'intégration dans le périmètre du CRCP de la différence entre les charges liées à la rémunération des fournisseurs pour la période postérieure au 1er janvier 2018 et l'augmentation des recettes tarifaires liées à l'augmentation de la part abonnement du tarif ATRD5 ?

Réponse Régaz : OUI

Question 11 : Etes-vous favorable à la prise en compte des charges passées relatives à la rémunération des fournisseurs pour les prestations qu'ils effectuent pour le compte de GRDF auprès des clients en contrat unique, dans les conditions proposées par la CRE ?

Réponse Régaz : s'agissant de GRDF, Régaz ne se prononce pas. Régaz est opposé à toute mesure similaire pour les ELD.

Question 12 : Que pensez-vous de l'application aux autres GRD de gaz naturel de principes de rémunération et de couverture tarifaire similaires à ceux qui seraient décidés pour GRDF ?

Réponse Régaz : malgré l'absence d'étude spécifique sur son territoire, Régaz n'est pas opposé à l'application de principes similaires à ceux qui seraient décidés pour GRDF respectant les principes exposés dans la présente consultation, sous réserve :

- de la neutralité financière pour le GRD
- de l'application du coût marginal pour le marché de masse
- de l'application d'un ratio mieux proportionné pour le marché d'affaires
- de la non distinction entre TRV et offres de marché sur le marché de masse
- de la non rétro-activité (cf. Q7 : taux 100% et Q11) ou de sa couverture complète pour le GRD

Question 13 : Avez-vous toute autre remarque ?

Réponse Régaz :

- 1) Quid du maintien du commissionnement déjà en vigueur tel que précisé dans le Contrat d'Acheminement et se traduisant par un paiement aux fournisseurs d'une commission de 0,6 % sur le prix de vente hors taxes des prestations commissionnées ?
- 2) L'écart de tarif proposé entre l'électricité et le gaz pour le marché de masse (6,5 € vs 7,8 €) contribue à pénaliser la performance du gaz, sur des prestations qui nous paraissent équivalentes (d'autant que le détail du calcul des ces montants ne nous est pas communiqué).